

La FSU : un outil incontournable

Sélection à l'entrée à l'université, explosion du cadre national du collège et de l'école primaire, menaces sur la maternelle, attaques contre l'enseignement professionnel, destruction du bac comme diplôme national, lycée modulaire inégalitaire... Toutes les réformes de Blanquer/Vidal procèdent de la fragmentation : pourtant, une analyse globale s'impose pour en percevoir la cohérence, car derrière cet émiettement voulu pour affaiblir la contestation se cache un projet libéral déterminé : détruire le service public d'éducation pour installer une école du tri social. Si toutes ces mesures de régression font système, il n'est pas aisé de prime abord d'en saisir la cohérence et donc de les combattre toutes, et ensemble. Les syndicats nationaux (SN) se sont égarés en février en appelant la profession à des journées d'action distinctes, contre parcoursup, contre le rapport Mathiot, contre les cartes scolaires, et la mobilisation s'en est trouvée affaiblie. Pire, c'est une occasion manquée de démontrer à la profession la cohérence des attaques contre l'école et ses personnels. Aucun SN ne gagnera seul, une stratégie fédérale est indispensable pour s'opposer à la machine de guerre du gouvernement.

La FSU est une richesse

La fédération permet de mettre en lien les attaques contre les métiers des personnels et de les rassembler dans un combat politique ; au-delà des questions éducatives, le salaire, les missions et le statut des fonctionnaires sont attaqués pour liquider notre modèle social. La FSU est un cadre essentiel pour mener les batailles en défense de la Fonction publique (FP) : suppressions massives d'emploi, salaire au mérite, plan de départs volontaires... Les attaques contre le public sont la traduction de celles que Macron et le gouvernement précédent ont opérées contre le privé avec les lois Travail : la FSU avait donc une double légitimité à participer à l'interpro, prévenir les attaques contre la FP, et se battre contre un projet de société régressif. Notre modèle social, vacillant sous les coups du dernier quinquennat, est attaqué aujourd'hui de façon brutale. La FSU doit réaffirmer le syndicalisme de transformation sociale qui a présidé à sa construction : transformer la société, c'est lutter contre la remise en cause des droits des salariés, lutter pour conquérir de nouveaux droits, protéger les libertés, défendre les populations opprimées, imposer une société égalitaire. Lourdes responsabilités pour le syndicalisme : la fédération s'est construite sur des valeurs fortes d'unité, et avec la volonté de faire vivre la démocratie interne (reconnaissance effective du pluralisme, prise en compte des sd et donc poids relatif de chaque SN), elle est l'outil indispensable pour construire le mouvement social nécessaire contre ce gouvernement. A condition toutefois de construire des mandats fédéraux et de dépasser la trop fréquente juxtaposition des SN qui constitue un frein à l'action. Pour les élections professionnelles, certes, mais au-delà : le Snes doit s'engager à faire vivre une FSU de lutte pour peser dans le paysage syndical et imposer le progrès social.

Véronique Ponvert, pour l'EE